

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale  
des collectivités locales

Sous-direction des finances locales  
et de l'action économique

Bureau du financement  
des transferts de compétences

**Circulaire du 27 juin 2012 relative au concours particulier de la dotation générale de décentralisation (DGD) relatif à la compensation des accroissements de charges résultant de la souscription de contrats destinés à garantir les communes et leurs groupements contre les risques contentieux liés à la délivrance des autorisations d'utilisation du sol (ASPC). Exercice 2012.**

NOR : INTB1227491C

*Références :*

- Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, notamment ses articles 4 et 17 ;
- Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), notamment ses articles 4 et 6 (art. L. 123-1 et suivants et L. 124-1 et suivants du code de l'urbanisme) ;
- Loi Urbanisme et habitat n° 2003-590 du 2 juillet 2003, notamment ses articles 12 et 14 à 27, modifiant les articles L. 123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-1, L. 421-2 et L. 421-2-1 ;
- Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1614-9, R. 1614-52 à 57 ;
- Ma circulaire n° 84-233 du 22 août 1984.

*Résumé :*

La présente circulaire indique pour l'année 2012 :

1. le montant global de la compensation par l'État des accroissements de charges résultant de la souscription de contrats destinés à garantir les communes et leurs groupements contre les risques contentieux liés à la délivrance des autorisations d'utilisation du sol ;
2. les valeurs de point nationales 2012 et le mode de calcul permettant de déterminer la dotation revenant aux collectivités concernées.

Elle demande aux préfets de faire connaître pour le 27 août, délai de rigueur, le montant des crédits à attribuer à leurs départements.

*Le ministre de l'intérieur à Mesdames et Messieurs les préfets  
des départements de métropole et d'outre-mer.*

**1. Rappel du cadre juridique de la compensation**

En application de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, le maire délivrait les permis de construire (et autres autorisations d'utilisation du sol) au nom de la commune dès que celle-ci disposait d'un POS (plan d'occupation des sols) devenu exécutoire depuis 6 mois (ancien art. L. 421-2-7 du code de l'urbanisme), sauf dans les hypothèses légalement définies dans lesquelles les permis de construire restaient délivrés au nom de l'État (par le maire ou par le préfet).

La loi du 13 décembre 2000 citée en référence a par la suite modifié ce dispositif :

- les POS ont été remplacés par les PLU (plans locaux d'urbanisme), et la carte communale, qui était appelée MARNU (modalités d'application du règlement national d'urbanisme), est devenue un véritable document d'urbanisme fournissant aux petites communes un document adapté ;
- la compétence des communes en matière de délivrance des permis de construire est étendue aux communes dotées d'une carte communale lorsque le conseil municipal, dans sa délibération approuvant la carte communale, en a décidé ainsi (art. L. 421-2-1 du code de l'urbanisme) ;
- la compétence des communes en matière de délivrance des permis de construire est effective dès que la délibération approuvant le PLU est devenue exécutoire ;

- dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale (SCOT) ou un schéma directeur, l'acte publié approuvant le PLU devient exécutoire un mois après sa transmission au préfet ou dès publication et transmission au préfet de la délibération approuvant les modifications qu'il a éventuellement demandées (art. L. 123-12 du code de l'urbanisme).

### 1.2. Règles spécifiques aux cartes communales

Pour les cartes communales, le transfert au maire de la responsabilité de délivrer les autorisations d'utilisation du sol est effectif lorsque sont remplies les trois conditions suivantes :

- la délibération d'approbation du conseil municipal est devenue exécutoire ;
- cette délibération a décidé expressément que les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune (art. L. 421-2-1 du code de l'urbanisme) ;
- la carte a été approuvée par arrêté préfectoral.

### 1.3. Couverture du risque lié à la délivrance des autorisations d'utilisation du sol

Le transfert de cette responsabilité entraînant un transfert des risques liés à son exercice, les communes, ainsi que leurs groupements dotés de la compétence en matière de PLU ou de carte communale (communautés urbaines, d'agglomération, de communes,...) reçoivent, conformément à l'article 17 de la loi du 7 janvier 1983, une compensation financière de la part de l'État, s'ils choisissent de s'assurer (contrat ou avenant à un contrat déjà existant) contre les risques contentieux liés à la délivrance des autorisations d'utilisation du sol.

## 2. Modalités de calcul des valeurs de point nationales 2012

La masse à répartir en 2012 pour le concours particulier cité en objet est de 5 352 017 € (crédits disponibles en 2012).

Peuvent bénéficier de la compensation au titre de 2012, les communes disposant d'un POS, d'un PLU ou d'une carte communale dont l'approbation sera entrée en vigueur avant le 31 décembre 2012 (1) et qui auront souscrit le contrat d'assurance ou l'avenant précité avant cette date.

Pour bénéficier de ce concours, il convient de produire un contrat d'assurance ou un avenant. Compte tenu du calendrier de gestion, il vous est demandé de ne retenir que les POS, les PLU ou les cartes communales approuvés au 30 juin 2012. Les droits acquis au cours du second semestre seront pris en compte dans le cadre de la gestion 2013.

### 2.1. Les valeurs de point nationales pour 2012

Les trois valeurs de point nationales applicables à chaque critère de répartition ont été déterminées à partir des données de population de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2011, des enquêtes relatives à l'état d'avancement des documents d'urbanisme effectuées auprès des directions départementales des territoires (DDT), et enfin, à partir de l'exploitation de données statistiques extraites de la base «SITADEL 2» (Système d'information et de traitement automatisé des données relatives à la construction), gérée au sein des services centraux du ministère de l'égalité des territoires et du logement.

Ces valeurs de point sont les suivantes :

- population des communes ou des groupements de communes concernés : 0,025 € par habitant ;
- nombre de permis de construire délivrés pendant les trois dernières années dans les communes ou les groupements concernés : 1,909 € par permis de construire ;
- nombre de logements figurant sur les permis de construire délivrés pendant les trois dernières années dans les communes ou les groupements concernés : 1,543 € par logement.

### 2.2. Les données issues de l'application «SITADEL 2»

Les valeurs de point nationales ont été établies à partir des données suivantes remontées dans la base «SITADEL 2» :

- le nombre des permis de construire accordés, refusés ou annulés – tous susceptibles d'engendrer des contentieux – au cours des 3 dernières années (2009 à 2011) concernant aussi bien des logements ou annexes à l'habitation que des locaux à usage autre que d'habitation, qu'il y ait ou non création de surface de plancher ; Sont exclues les déclarations de travaux et autres autorisations d'utilisation du sol (installations et travaux divers, etc.).

---

(1) Peuvent également bénéficier du concours les communes dont le PLU a été annulé et n'a pas encore été remplacé. Ces communes demeurent en effet compétentes puisque le transfert de compétence est définitif, conformément au a de l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme.

- le nombre de logements («ordinaires» ou «en résidence») correspondant à ces demandes de permis de construire, et retenus selon les mêmes modalités : logements dont la construction a été autorisée ou refusée, ou dont le permis de construire a été annulé, au cours des 3 dernières années (2009 à 2011). Les annexes à l'habitation sont écartées.

Est retenue la date de la décision et non celle de sa prise en compte par «SITADEL 2». Pour les permis de construire annulés, la date retenue est celle de l'autorisation de construire et non celle de son annulation.

Contrairement à l'application «SITADEL» utilisée jusqu'en 2009, l'application «SITADEL 2» ne distingue plus les permis de construire délivrés au nom de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) compétent des permis délivrés au nom de l'État, soit par le maire ou le président de l'EPCI, soit par le préfet. Or, jusqu'en 2010, seuls étaient pris en compte les permis de construire accordés ou refusés (ou annulés après accord) en leur nom par les communes ou les groupements de communes compétents en matière de délivrance des autorisations d'utilisation des sols. Ceux accordés, refusés ou annulés au nom de l'État étaient donc exclus. Désormais, depuis la gestion 2011, et pour lever les difficultés techniques rencontrées en 2010, tous les permis de construire délivrés sur la période 2009-2011 sont pris en compte dans le calcul des valeurs de point et l'évaluation de l'enveloppe de crédits allouée à chaque collectivité éligible.

### 3. Modalités de calcul et de versement de la dotation aux collectivités concernées

Les modalités de calcul et de versement de la dotation aux collectivités concernées sont identiques à celles de l'année 2011. Ainsi, tous les permis de construire et tous les logements afférents sont pris en compte et non uniquement ceux délivrés au nom de la commune ou de l'EPCI compétent (*cf. supra*).

#### 3.1. Calcul de la dotation à verser aux bénéficiaires

Le montant de la dotation à attribuer est obtenu en multipliant chaque valeur de point nationale par les données correspondant pour la collectivité bénéficiaire à chacun des trois critères suivants : population, nombre de permis de construire et nombre de logements, puis en additionnant ces trois résultats. Le cas échéant pour la première année le calcul sera opéré, *pro rata temporis*, à compter de la date du contrat d'assurance.

Vous procéderez à ces calculs pour les communes ou groupements de communes qui sont compétents en matière de délivrance des permis de construire, c'est-à-dire pour celles et ceux qui sont dotés de PLU ou de POS, ainsi que pour les communes qui sont dotées de cartes communales lorsqu'elles en ont décidé ainsi. Seuls les communes ou groupements de communes ayant souscrit un contrat d'assurance en cours de validité sont éligibles au concours.

Vous actualiserez les données relatives aux trois critères de répartition pour les communes et groupements de communes déjà bénéficiaires de la dotation en 2011 et réunirez les informations relatives à ces critères pour les communes nouvellement bénéficiaires de la dotation en 2012.

Pour les communes nouvellement bénéficiaires de la dotation en 2011, dont le POS, PLU ou la carte communale n'est entrée en vigueur qu'après le 30 juin 2011, vous agrègerez à la dotation due au titre de 2012 les droits acquis au titre de 2011 calculés *pro rata temporis* à partir des valeurs de points de 2011.

Les données statistiques extraites de «SITADEL 2» relatives aux permis de construire et aux logements sont recensées par la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) du ministère de l'égalité des territoires et du logement et sont disponibles *via* l'intranet du ministère (<http://ads2007.projet.i2/donnees-ddt-r64.html>), tout comme les données relatives à la population (population DGF 2011).

Dans le cas où une commune ou un groupement de communes répondant aux critères d'éligibilité précités ne figurerait pas sur la liste disponible sur l'intranet, il conviendrait de le signaler dans les plus brefs délais à la DGALN afin qu'elle puisse actualiser les données statistiques disponibles sur l'intranet.

#### 3.2. Demande de délégation des crédits à l'administration centrale

Vous voudrez bien me faire connaître, avant la date limite du 27 août 2012, le montant total des crédits revenant aux communes et groupements de communes concernés du département, arrondi à l'euro entier supérieur, au titre de la compensation des charges découlant de la souscription des contrats d'assurance.

Je souligne que votre demande globale de délégation sera considérée comme définitive.

Toute difficulté dans l'application des dispositions énoncées ci-dessus devra être signalée, par courrier, messagerie ou téléphone, à la direction générale des collectivités locales (sous-direction des finances locales et de l'action économique, bureau du financement des transferts de compétences, tél. : 01.40.07.23.74 ou [amelie.letort@interieur.gouv.fr](mailto:amelie.letort@interieur.gouv.fr)).

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général des collectivités locales,*  
ÉRIC JALON